

LOIS, ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

21 JUILLET 1971. — Loi relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1er. La présente loi est applicable au conseil culturel pour la communauté culturelle française et au conseil culturel pour la communauté culturelle néerlandaise, qui sont dénommés ci-après les conseils culturels.

CHAPITRE II. — *Matières culturelles*

Art. 2. Les matières culturelles visées à l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution sont :

- 1° la défense et l'illustration de la langue;
- 2° l'encouragement à la formation des chercheurs;
- 3° les beaux-arts, y compris le théâtre et le cinéma;
- 4° le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;
- 5° les bibliothèques, discothèques et services similaires;
- 6° la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission de communications du Gouvernement ainsi que de publicité commerciale;
- 7° la politique de la jeunesse;
- 8° l'éducation permanente et l'animation culturelle;
- 9° l'éducation physique, les sports et la vie en plein air;
- 10° les loisirs et le tourisme.

La compétence du conseil culturel pour régler les matières culturelles comprend le pouvoir d'adopter des décrets relatifs à l'infrastructure.

Art. 3. Les garanties contenues dans les articles 6bis et 59bis, § 7, de la Constitution seront précisées par la loi, pour les matières énumérées à l'article 2.

CHAPITRE III

Coopération entre les communautés culturelles

Art. 4. § 1er. Chaque conseil culturel comprend une commission qui a pour but de promouvoir la coopération entre la communauté culturelle française et la communauté culturelle néerlandaise.

Cette commission est composée suivant le système de la représentation proportionnelle des groupes politiques. Elle comprend quinze membres, dont le président et les vice-présidents du conseil culturel.

§ 2. Les commissions visées au § 1er, rassemblées en séance commune, constituent les commissions réunies de coopération.

(1) Session 1970-1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 400. — Rapport, n° 497. — Amendements, n°s 529, 582, 602, 603, 607, 612, 616, 618, 619, 621, 623, 624, 626, 633 et 634.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 7, 8 et 9 juillet 1971. — Adoption. Séance du 9 juillet 1971.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, 1053, n° 1. — Amendements, 1053, n°s 2 et 3. — Rapport, 1053, n° 4. — Amendements, 1053, n° 5. — Rapport complémentaire, 1053, n° 6. — Amendements, 1053, n°s 7 et 8.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 16 juillet 1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet amendé par la Chambre, n° 679. — Amendements, n° 697.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 1971.

WETTEN, BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

21 JULI 1971. — Wet betreffende de bevoegdheid en de werking van de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze wet is van toepassing op de cultuurraad voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en op de cultuurraad voor de Franse cultuurgemeenschap, hierna de cultuurraden genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Culturele aangelegenheden*

Art. 2. De culturele aangelegenheden, bedoeld in artikel 59bis, § 2, 1°, van de Grondwet, zijn de volgende :

- 1° bescherming en luister van de taal;
- 2° aanmoediging van de vorming van navorsers;
- 3° kunsten, met inbegrip van toneel en film;
- 4° cultureel patrimonium, musea en andere wetenschappelijk-culturele instellingen;
- 5° bibliotheken, discotheken en soortgelijke diensten;
- 6° radio-omroep en televisie, het uitzenden van regeringsmededelingen en van handelspubliciteit uitgezonderd;
- 7° jeugdbeleid;
- 8° permanente opvoeding en culturele animatie;
- 9° lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens;
- 10° vrijetijdsbesteding en toerisme.

De bevoegdheid van de cultuurraad om de culturele aangelegenheden te regelen omvat het recht om decreten betreffende de infrastructuur te nemen.

Art. 3. De waarborgen vervat in de artikelen 6bis en 59bis, § 7, van de Grondwet worden nader omschreven door de wet, voor de aangelegenheden vermeld in artikel 2.

HOOFDSTUK III

Samenwerking tussen de cultuurgemeenschappen

Art. 4. § 1. In elke cultuurraad bestaat een commissie die tot doel heeft de samenwerking tussen de Nederlandse en de Franse cultuurgemeenschap te bevorderen.

Deze commissie is samengesteld volgens het stelsel der evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties. Zij bestaat uit vijftien leden waaronder de voorzitter en de ondervoorzitters van de cultuurraad.

§ 2. Wanneer zij samen vergaderen vormen de in § 1 bedoelde commissies de verenigde commissies voor samenwerking.

(1) Zitting 1970-1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 400. — Verslag, nr. 497. — Amendementen, nrs. 529, 582, 602, 603, 607, 612, 616, 618, 619, 621, 623, 624, 626, 633 en 634.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 7, 8 en 9 juli 1971. — Aanneming. Vergadering van 9 juli 1971.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, 1053, nr. 1. — Amendementen, 1053, nrs. 2 en 3. — Verslag, 1053, nr. 4. — Amendementen, 1053, nr. 5. — Aanvullend verslag, 1053, nr. 6. — Amendementen, 1053, nrs. 7 en 8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geamendeerd door de Kamer, nr. 679. — Amendementen, nr. 697.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 1971.

u cours de la session, les commissions réunies de coopération ont au moins deux séances. Celles-ci sont présidées à tour de rôle par le président de l'un et de l'autre conseil culturel; la dernière séance est présidée par le plus âgé des présidents.

Les commissions réunies de coopération peuvent requérir la présence des Ministres qui ont les matières culturelles dans leurs attributions et de tout autre Ministre.

Les commissions réunies de coopération arrêtent leur règlement interne.

Art. 5. Sans préjudice de la compétence territoriale de chaque conseil culturel sont maintenues les mesures d'exécution prises en matière d'enseignement, prises d'un commun accord entre les Ministres de l'Éducation nationale jusqu'au 31 décembre 1970 au profit des habitants des six communes frontalières et des communes de la frontière linguistique, qui n'emploient pas la langue de la région linguistique, ainsi que les situations de fait existant en matière culturelle à la date dans ces communes. Ces mesures et situations ne peuvent être modifiées que du consentement des deux conseils culturels.

Toute proposition tendant à une telle modification est préalable soumise aux commissions réunies de coopération.

CHAPITRE IV. — Du fonctionnement des conseils culturels

Art. 6. Chaque conseil culturel se réunit de plein droit, chaque année, le troisième mardi d'octobre, à moins qu'il n'ait réuni antérieurement par le Roi.

Le Roi prononce la clôture de la session.

Le Roi a le droit de convoquer extraordinairement les conseils culturels ou l'un d'eux.

Art. 7. Toute assemblée d'un conseil culturel qui serait tenue au cours de la session des Chambres législatives est nulle de plein droit.

Art. 8. À l'ouverture de la session, le doyen d'âge du conseil culturel préside la séance, assisté des deux membres les plus âgés. Le conseil nomme son président, ses vice-présidents et ses secrétaires.

Art. 9. Pour l'élection des membres du bureau, lorsque la majorité absolue n'est pas atteinte au premier vote, il est procédé à un second vote pour départager les deux candidats n'ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages, après désistement éventuel d'un candidat mieux placé. En cas de parité de suffrages, la préférence est donnée au candidat le plus âgé.

Art. 10. Les séances des conseils culturels sont publiques. Toutefois, chaque conseil culturel se forme en comité secret, à la demande de son président ou de dix membres. Il décide s'il faut si la séance doit être reprise en public sur le même jour.

Art. 11. Le conseil culturel ne peut prendre de résolution tant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage de voix, la proposition mise en délibération est rejetée.

Art. 12. Sauf assentiment unanime constaté par le président, le conseil culturel exprime sa volonté par un vote, conformément aux modalités prévues par son règlement. Sur l'ensemble des votes la décision est prise par vote nominatif.

Les élections et présentations de candidats se font au scrutin secret.

Art. 13. Les Ministres n'ont voix délibérative dans l'un ou l'autre conseil culturel que quand ils en sont membres.

Ils ont leur entrée dans chaque conseil culturel et doivent être entendus quand ils le demandent.

Les conseils culturels peuvent requérir la présence des Ministres.

La responsabilité politique des Ministres reste du domaine exclusif des Chambres législatives.

Art. 14. Un projet ou une proposition de décret ne peut être adopté par un conseil culturel qu'après avoir été voté par l'article 14.

In de loop van de zitting houden de verenigde commissies voor samenwerking ten minste twee vergaderingen. Deze worden om beurt voorgezeten door de voorzitter van de ene en van de andere cultuurraad; de eerste vergadering wordt voorgezeten door de oudste in jaren onder de voorzitters.

De verenigde commissies voor samenwerking kunnen de aanwezigheid vorderen van de Ministers die de culturele aangelegenheden in hun bevoegdheid hebben en van elk ander Minister.

De verenigde commissies voor samenwerking stellen hun reglement van orde op.

Art. 5. Onverminderd de territoriale bevoegdheid van elke cultuurraad blijven gehandhaafd de praktische uitvoeringsmaatregelen inzake onderwijs die de Ministers van Nationale Opvoeding tot 31 december 1970 in onderlinge overeenstemming hebben genomen ten behoeve van de inwoners van de zes randgemeenten en van de taalgrensgemeenten, die niet de taal van het taalgebied gebruiken, evenals de feitelijke toestanden welke op dezelfde datum in die gemeenten bestonden op cultuurgebied. Die maatregelen en toestanden kunnen niet worden gewijzigd dan met instemming van de twee cultuurraden.

Ieder voorstel om zodanige wijziging aan te brengen, wordt vooraf aan de verenigde commissies voor samenwerking voorgedragen.

HOOFDSTUK IV. — Werking van de cultuurraden

Art. 6. Elke cultuurraad komt van rechtswege bijeen ieder jaar, de derde dinsdag van oktober, behalve wanneer hij door de Koning voordien is bijeengeroepen.

De zitting wordt door de Koning gesloten.

De Koning heeft het recht de cultuurraden of een van de cultuurraden in buitengewone zitting bijeen te roepen.

Art. 7. Elke vergadering van een cultuurraad die mocht worden gehouden buiten de zitting van de Wetgevende Kamers is van rechtswege nietig.

Art. 8. Bij de opening van de zitting wordt de vergadering voorgezeten door het oudste lid in jaren, bijgestaan door de twee jongste leden. De raad benoemt zijn voorzitter, zijn ondervoorzitters en zijn secretarissen.

Art. 9. Bij de verkiezing van de leden van het bureau wordt, wanneer bij de eerste stemming de volstreekte meerderheid niet is bereikt, overgegaan tot een tweede stemming om de twee kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben bekomen te rangschikken, na eventuele verzaking van een gunstiger gerangschikt kandidaat. Bij staking van stemmen wordt aan de oudste kandidaat de voorkeur verleend.

Art. 10. De vergaderingen van de cultuurraden zijn openbaar. Elke cultuurraad vergadert evenwel met gesloten deuren, op verzoek van zijn voorzitter of van tien leden. Hij beslist daarna of de vergadering in het openbaar zal worden hervat ter behandeling van hetzelfde onderwerp.

Art. 11. De cultuurraad kan geen besluit nemen indien niet de meerderheid van zijn leden tegenwoordig is.

Elk besluit wordt bij volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen.

Bij staking van stemmen is het behandelde voorstel verworpen.

Art. 12. Behoudens eenparige instemming, geconstateerd door de voorzitter, geeft de cultuurraad zijn wil te kennen bij stemming, overeenkomstig de door zijn reglement bepaalde modaliteiten. Over de decreten in hun geheel wordt de beslissing genomen bij hoofdelijke stemming.

Verkiezingen en voordrachten van kandidaten geschieden bij geheime stemming.

Art. 13. De Ministers zijn in de ene of de andere cultuurraad alleen dan stemgerechtigd indien zij er lid van zijn.

Zij hebben zitting in elke cultuurraad en het woord moet hun worden verleend wanneer zij het vragen.

De cultuurraden kunnen de aanwezigheid van de Ministers vorderen.

De politieke verantwoordelijkheid van de Ministers blijft tot het exclusief domein van de Wetgevende Kamers behoren.

Art. 14. Een ontwerp of voorstel van decreet kan door een cultuurraad eerst worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs gestemd is.

Art. 15. Les conseils culturels ont le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés.

Art. 16. Chaque conseil culturel a le droit d'enquête.

Art. 17. Il est interdit de présenter en personne des pétitions aux conseils culturels.

Chaque conseil culturel a le droit de renvoyer aux Ministres les pétitions qui lui sont adressées. Les Ministres sont tenus de donner des explications sur leur contenu chaque fois que le conseil culturel l'exige.

Art. 18. Aucun membre d'un conseil culturel ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 19. Aucune proposition de décret, aucun amendement créant des droits civils et dont l'adoption entraîne des dépenses pour lesquelles, de l'avis du Gouvernement, les moyens nécessaires font défaut, ne peut être voté qu'après qu'il a été pourvu à ces moyens.

Art. 20. Les projets et propositions de décret, ainsi que les amendements, sont présentés et mis aux voix dans la langue du conseil culturel.

Chaque conseil culturel prévoit dans son règlement les mesures qu'il juge utiles pour assurer l'exécution de la présente disposition.

Art. 21. Chaque conseil culturel arrête son règlement, dans lequel il prévoit notamment que le bureau du conseil ainsi que les commissions seront composés suivant le système de la représentation proportionnelle de ses groupes politiques.

Art. 22. Chaque conseil culturel fixe le cadre, le statut et les traitements de son personnel.

Art. 23. Le bureau prépare les séances du conseil culturel et propose l'ordre du jour.

Il nomme les membres du personnel du conseil culturel, à l'exception du greffier.

Art. 24. Le conseil culturel nomme, sur présentation de son bureau, un greffier en dehors de ses membres.

Le greffier assiste aux séances du conseil culturel et du bureau et en dresse le procès-verbal.

Il surveille, sous l'autorité du président, les services du secrétariat.

Art. 25. Toute résolution du conseil culturel et toute décision du bureau sont signées par le greffier et par le président du conseil culturel.

Art. 26. Les conseils culturels seront installés le 1er décembre 1971.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 1971.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

G. EYSKENS

Le Vice-Premier Ministre, | De Vice-Eerste Minister,

A. COOLS

Le Ministre des Relations communautaires, | De Minister van Communautaire Betrekkingen,

F. DEHOUSSE

Le Ministre de la Culture française, | De Minister van Franse Cultuur,

A. PARISIS

Le Ministre des Relations communautaires, | De Minister van Communautaire Betrekkingen,

L. TINDEMANS

Le Ministre de la Culture néerlandaise, | De Minister van Nederlandse Cultuur,

F. VAN MECHELEN

Vu et scellé du sceau de l'Etat : | Gezien en met 's Lands zegel gezegd :
Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

A. VRANCKX

Art. 15. De cultuurraden hebben het recht de artikelen en de voorgestelde amendementen te wijzigen en te splitsen.

Art. 16. Elke cultuurraad heeft het recht van onderzoek.

Art. 17. Het is verboden in persoon aan de cultuurraden verzoekschriften aan te bieden.

Elke cultuurraad heeft het recht de bij hem ingediende verzoekschriften naar de Ministers te verwijzen. De Ministers zijn verplicht omtrent de inhoud uitleg te verstrekken, zo dikwijls als de cultuurraad het vordert.

Art. 18. Geen lid van een cultuurraad kan worden vervolgd of aan enig onderzoek onderworpen naar aanleiding van een mening of een stem, in de uitoefening van zijn functie uitgebracht.

Art. 19. Geen voorstel van decreet, geen amendement dat burgerlijke rechten verleent en waarvan de aanneming tot uitgaven verplicht waarvoor, naar het oordeel van de Regering, de nodige middelen ontbreken, kan worden aangenomen tenzij vooraf in die middelen is voorzien.

Art. 20. De ontwerpen en voorstellen van decreet, alsook de amendementen, worden ingediend en in stemming gebracht in de taal van de cultuurraad.

Elke cultuurraad bepaalt bij reglement de maatregelen die hij dienstig oordeelt om de uitvoering van deze bepaling te waarborgen.

Art. 21. Elke cultuurraad stelt zijn reglement vast waarin hij inzonderheid bepaalt dat het bureau van de cultuurraad alsmede de commissies samengesteld worden volgens het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging van zijn politieke fracties.

Art. 22. Elke cultuurraad bepaalt het kader, het statuut en de bezoldiging van zijn personeel.

Art. 23. Het bureau bereidt de vergaderingen van de cultuurraad voor en stelt de agenda voor.

Het benoemt de leden van het personeel van de cultuurraad, de griffier uitgezonderd.

Art. 24. De cultuurraad benoemt buiten zijn leden, op voordracht van het bureau, zijn griffier.

De griffier woont de vergaderingen van de cultuurraad en van het bureau bij en stelt de notulen ervan op.

Hij houdt, onder het gezag van de voorzitter, toezicht op de diensten van het secretariaat.

Art. 25. Elk besluit van de cultuurraad en elke beslissing van het bureau wordt ondertekend door de voorzitter en door de griffier van de cultuurraad.

Art. 26. De cultuurraden worden geïnstalleerd op 1 december 1971.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 juli 1971.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,